

RECHERCHES EN ECONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES

LE RISQUE ALIMENTAIRE FACE AU CONSOMMATEUR

Dans le contexte contemporain de multiplication des crises sanitaires, de nombreux travaux en sciences économiques et sociales ont cherché à décrire et analyser le comportement des consommateurs face au risque alimentaire. Ces travaux partagent globalement deux prémisses : ils considèrent l'acte de consommation comme un comportement individuel et attribuent aux consommateurs des "perceptions du risque" qui orientent leurs choix. Une critique de ces deux axiomes amène à soulever la question de la spécificité du risque alimentaire et de ses dimensions sociales et politiques.

"Psychose", "hystérie des consommateurs", "appréhension du public", "angoisses du mangeur" : lorsqu'on évoque simultanément le risque alimentaire et les consommateurs, il n'est pas rare de voir surgir de telles qualifications psychologisantes. Or, que reprochent des scientifiques, des journalistes, des élus et des professionnels de l'agroalimentaire à ces consommateurs ? Simplement de ne plus consommer de boeuf, d'éviter les fromages au lait cru, de bouder le poulet ou de refuser les OGM, pratiques bien irrationnelles aux yeux des locuteurs qui déplorent les dommages économiques induits par de tels changements de comportement (pertes d'emploi, fermetures d'entreprises). Il est vrai que, ces quinze dernières années, plusieurs filières agroalimentaires ont été marquées par le surgissement de questions sanitaires à propos de leurs produits : oeufs et salmonelles, fromages et conserves pour la listeria, viande bovine et prions, poulet et dioxine, boissons et troubles de la digestion.

La très forte publicité donnée à ces dossiers par des commissions d'enquête parlementaires, par des plaintes judiciaires et par une importante couverture médiatique, n'a pas laissé indifférents les chercheurs en sciences économiques et sociales. De nombreux travaux ont décrit et analysé non seulement les phénomènes de consommation mais aussi l'émergence des risques alimentaires, les modalités de recherche et d'expertise, les formes de prise en charge politique, la mise en oeuvre des politiques publiques. En ne considérant que les travaux portant directement sur la consommation, on insistera sur deux caractéristiques centrales que

partagent la très grande majorité des travaux : ils considèrent l'acte de consommation comme un comportement individuel et ils attribuent aux consommateurs des "perceptions du risque" orientant leurs choix. On propose ici une lecture critique de cette littérature en mettant en évidence la dimension sociale et politique des phénomènes décrits.

Où les consommateurs ne sont pas irrationnels

Une nourriture impropre à la consommation peut se signaler de façon tangible : à travers son examen direct qui révèle des moisissures visibles, une odeur de putréfaction, un goût inhabituel - ou par des marques portées sur les emballages telles que les dates limites de consommation ou les pastilles montrant l'absence de respect de la chaîne du froid. Ce n'est pas le cas des dossiers sanitaires qui ont fait l'objet de crises pour lesquelles l'ensemble des acteurs s'accordent sur le caractère imperceptible du danger supposé ou réel : les prions ne se voient pas, *Listeria monocytogenes* n'a pas d'odeur. Et pourtant, la plupart des chercheurs incluent dans leur raisonnement le concept de "perception des risques" des consommateurs alors même qu'ils excluent toute possibilité d'expérience sensorielle directe ou rapportée sur les questions concernées. Comment rendre compte de ce paradoxe ?

L'étude de la "perception des risques" consiste en fait en une analyse des représentations de l'alimentation et des menaces qui lui sont associées. Ce décalage n'est

pas que lexical, il est avant tout sémantique : alors que l'accord sur les percepts est rendu possible par leur partage, les représentations internalisées sont susceptibles de grandes variations d'un individu à l'autre. S'il est assez facile de nous accorder sur le fait qu'un vin est bouché et une viande faisandée, en revanche, l'innocuité des OGM ou la dangerosité des fromages au lait cru fera plus difficilement l'unanimité. C'est précisément cette variabilité qui focalise l'intérêt des chercheurs qui vont la décrire et tenter d'en analyser les déterminants.

Pour les économistes, ces représentations sont généralement modélisées sous la forme d'une série de préférences qui permet d'articuler, par exemple, le souci de sa santé, les goûts alimentaires et la propension à payer. Dans ce cadre, on n'attribue pas de valeur morale ou cognitive aux représentations des consommateurs, puisque la perspective développée rabat la question de l'acte de consommation sur celle du choix du produit. En revanche, dans la majorité des travaux socio-anthropologiques, on cherche à comprendre le décalage entre les actes de consommation et les données empiriques provenant d'études épidémiologiques ou démographiques ou les connaissances issues des sciences de laboratoire. Ces analyses présupposent que le consommateur est fortement soumis à l'emprise de ses "perceptions", largement indépendantes du monde réel. D'après ces analyses, le consommateur pense que l'alimentation est moins sûre qu'autrefois alors que les données historiques démontrent l'augmentation continue de l'espérance de vie ; il pense que la technique de l'irradiation des aliments est dangereuse alors qu'elle assure une plus grande sécurité aux aliments...

A cette hiérarchisation des représentations, cognitive et souvent morale, les travaux des sociologues opposent trois critiques. Tout d'abord, les représentations des consommateurs et celles des scientifiques ne sont pas nécessairement dissonantes, si du moins les premières sont recueillies par des dispositifs ouverts, qu'ils soient de nature politique (conférence de citoyens) ou scientifique (focus groups, entretiens) et apparaissent alors sous une forme complexe et argumentée, comme cela a été montré dans le cas des OGM. Il est vrai que, dans ces cadres, ce n'est plus le consommateur qui est considéré mais le citoyen, le riverain ou la personne dans l'ensemble de ses dimensions. Ensuite, plutôt que d'en faire une preuve de l'irrationalité, on peut considérer la prise en compte de tout indice ou alerte suggérant la dangerosité d'un aliment comme une manifestation de la vigilance ordinaire des personnes. Enfin, à la conception d'une "psychose collective" des consommateurs, on répondra que ces derniers, s'ils modifient leurs pratiques alimentaires, ne font généralement qu'entendre les paroles autorisées qui leur décrivent, d'une part, dangers et menaces, d'autre part, les mesures de lutte adoptées, souvent dans l'urgence et parfois dans la confusion.

Où les consommateurs sont aussi des êtres sociaux

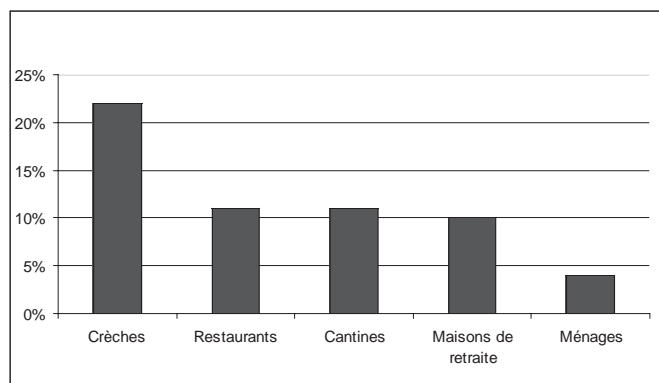
En effet, il faut rappeler qu'une crise est généralement attestée par une mesure de retrait, de limitation ou d'interdiction, prise le plus souvent par une autorité publique, parfois par des entreprises privées : interdiction de fromages de type Vacherin Mont d'Or par les autorités suisses (1987), embargo sur la viande bovine britannique par plusieurs pays européens (1996), inter-

diction de l'usage de quatre antibiotiques comme facteurs de croissance dans l'élevage par la Commission européenne (1997), retrait des canettes belges de Coca-Cola (1999), retrait de la viande de boeuf du menu de nombreuses cantines scolaires britanniques (1990) et françaises (2000). Mais elle peut également surgir de la prise de parole publique d'experts, d'associations ou de représentants politiques se comportant alors en lanceurs d'alerte : une association de consommateurs française appelant au boycott du "veau aux hormones" (1980), un ministre de la santé britannique annonçant que les oeufs sont massivement contaminés par des salmonelles (1988), des chercheurs britanniques estimant que le boeuf n'est pas sûr et qu'en conséquence, ils n'en consomment plus (1995). L'action médiatique par elle-même n'est pas suffisante, elle a besoin de l'autorité ou du témoignage pour influencer durablement sur la consommation.

Suite à ces annonces et mesures, si une chute de la consommation survient, elle est rapidement mise en évidence par les acteurs interprofessionnels (Ofival, Cidil, ...), les organismes d'enquête (Sofres, Secodip, ...) ou les pouvoirs publics. Résumé sous la forme "Produit X : -Y% de consommation", ce résultat sert souvent de point d'appui à la littérature économique pour fixer la variable "demande des consommateurs". Conformément aux modèles développés, celle-ci résulte de l'agrégation de demandes unitaires (ménages ou individus) faisant face à une offre, qui seront alors traitées comme autant de réactions aux informations sur le risque, en tenant compte des systèmes de préférences des consommateurs.

En critiquant ce type de modèle, les recherches en sociologie économique ont bien montré le rôle essentiel des intermédiaires dans la construction des marchés, qu'il s'agisse d'emploi, de biens de consommation ou d'alimentation. Ce rôle ne se limite pas à l'adoption d'une fonction permettant la production, la circulation ou les échanges, mais fait des intermédiaires les véritables acteurs de la formation du consommateur, en particulier par la création de techniques savantes (gestion, marketing) et de dispositifs de mise en forme des marchés. En suivant cette ligne, on peut affirmer que les baisses de consommation annoncées par les acteurs des filières reflètent des situations très différentes d'un point de vue social et politique et ne peuvent être traitées comme étant une simple "baisse de demande des ménages", dont il s'agirait d'étudier la distribution.

Figure 1 - Pourcentage d'arrêt total de consommation de boeuf au printemps 1996



Sources : Secodip, ministère de l'Agriculture

En premier lieu, l'effet direct de la crise est une chute presque totale des ventes à l'exportation, dans certains cas vers les pays tiers, dans d'autres cas vers les pays de l'Union. En second lieu, l'effet est important sur les commandes des secteurs de restauration hors domicile qui anticipent sur les demandes supposées de leurs consommateurs ou se placent dans le cadre d'une responsabilité leur incombant comme dans l'exemple des élus locaux modifiant le menu des cantines scolaires. Ce n'est qu'en troisième lieu que l'on trouve des "consommateurs ordinaires", dont la variation de consommation sera beaucoup plus faible que le pourcentage global. A l'intérieur même de cette dernière catégorie, il faudrait distinguer les consommations pour soi et celles pour personnes à charge, en particulier celles des enfants. De la même façon qu'au printemps 1996 les crèches ont plus supprimé le boeuf de leurs menus que les maisons de retraite (figure 1), certains ménages ont fait le choix de continuer à manger du boeuf tout en le retirant de la nourriture infantile.

On obtient alors une tout autre image de la consommation, avec un gradient de chute qui est certes descriptible sous la forme d'un modèle de préférences ou de "perceptions" individualisées, mais une analyse fondée sur des rôles socio-politiques différenciés s'avère plus satisfaisante. Plus le "consommateur" agit au nom d'autrui, plus la chute est importante, proposition séduisante qui rappelle les dimensions sociales et politiques et non plus simplement économiques de la consommation alimentaire. De même, lorsque les autorités sanitaires développent des campagnes ciblées destinées à réduire l'incidence des listérioses.

Listériose et consommation alimentaire

La possibilité de survenue d'une listériose par l'alimentation a été établie pour la première fois chez l'homme en 1982. Suite à cette identification, la recherche des aliments sources de contaminations (charcuterie, produits laitiers, produits de la mer) et le typage des souches dans un Centre national de référence (CNR) a permis d'identifier plusieurs épidémies en reliant entre eux des cas géographiquement dispersés, et en conséquence, a produit des messages d'alertes. Grâce à ce travail de surveillance, à l'édiction de nouvelles normes et à la pratique de contrôles de routines, l'incidence totale des cas a diminué d'un facteur 3 entre 1987 et 1997, avant la mise en place d'une déclaration obligatoire en 1998.

Les facteurs de production interviennent donc fortement sur le risque, mais une attention plus grande à la distribution des cas montre également que des politiques de prévention ciblées ont joué un rôle important en modifiant les consommations alimentaires de certains groupes à risques. Ainsi, les cas materno-fœtaux, dont un tiers sont mortels, ont fortement baissé en proportion, passant d'environ la moitié de l'incidence totale, en 1987, à moins d'un quart aujourd'hui. En produisant des recommandations spécifiques sur les produits et situations à risques et en utilisant l'univers médical comme vecteur de médiation, les autorités sanitaires ont donc fait appel à la vigilance des femmes enceintes sans stigmatiser de manière générale les classes de produits visés.

Sources : Institut national de la veille sanitaire (InVS), CNR des Listeria

Où la consommation va au-delà de l'acte d'achat

En insistant sur les dimensions sociales et politiques de la relation à l'alimentation, on est conduit à une relecture de la littérature : dans quelle mesure peut-on considérer l'alimentation comme un domaine spécifique ? Sur ce dernier point, on observe une nette différence entre les recherches de sciences sociales et celles de sciences économiques. En effet, appliquant leurs modélisations indépendamment du produit considéré, certains économistes considèrent le tabagisme ou les pratiques de loisir "risquées" exactement de la même façon que les consommations alimentaires, que les données soient produites par des méthodes d'économie expérimentale ou issues de bases de données de consommation. En revanche, la plupart des travaux sociologiques, historiques et anthropologiques accordent au domaine alimentaire plusieurs spécificités.

Tout d'abord, les chercheurs octroient une grande importance à l'ancrage culturel, historique et territorial de nombreux produits alimentaires (vin, viande, céréales, fromages). Ensuite, ils rappellent la dimension éminemment corporelle du fait de se nourrir, l'ingestion ne se résumant pas au phénomène biologique mais comportant une dimension symbolique primordiale. Enfin, ils constatent la distanciation progressive entre les représentations idéalisées du consommateur et la réalité des processus technicisés de production agroalimentaire du fait de l'urbanisation massive des populations. Le poids culturel de l'aliment, la contamination du corps par l'impureté de ce qui est ingéré et la découverte de pratiques "dénaturantes" joueraient un rôle explicatif essentiel dans la multiplication des crises alimentaires qu'ont connues les pays occidentaux ces vingt dernières années.

Si on peut critiquer la démarche économique par son caractère uniformisant des pratiques et des représentations, l'option strictement anthropologique crée *de facto* une situation d'incomparabilité entre la consommation alimentaire et la consommation de produits de santé (traitements hormonaux de synthèse et cancer, hospitalisation et maladies nosocomiales, vaccination et maladies auto-immunes), des stupéfiants (tabac, cannabis...) ou d'autres formes de consommations "risquées" (téléphones portables et troubles de santé provoqués par les micro-ondes, établissements musicaux et pertes de l'audition, modes de transport et décès), autrement que sous la forme de "baromètres des risques" obtenus par des enquêtes d'opinions.

Or, de nombreuses crises sont également survenues dans ces domaines où l'on ne retrouve pas nécessairement les facteurs explicatifs donnés pour l'alimentation. C'est pourquoi ces comparaisons sont indispensables si l'on veut saisir sans *a priori* les transformations en cours dans chacune des crises et analyser les spécificités du domaine alimentaire. On observe alors des mécanismes similaires (importance des déclarations et mesures officielles, invention et transformation de dispositifs), mais également des différences (modalités de report de consommation, types d'action juridique).

Au-delà de l'étude des brusques baisses de consommation cumulée et du retour plus ou moins rapide à un

niveau comparable à la situation précédente, certains travaux soulignent l'apprentissage induit par ces crises : gestion des retraits de produits et de l'information du public, attention aux conditions de production, construction de signes de qualité, nouveaux étiquetages, traçabilité, qui s'inscrivent plus ou moins forte-

ment dans les pratiques ordinaires. En travaillant à partir de ces dispositifs, de leur genèse souvent transsectorielle, des transformations des pratiques qu'ils entraînent et de l'expérience qu'ils génèrent, on peut faire de l'étude de la consommation le point de départ d'une analyse sociale et politique des risques alimentaires.

Didier Torny, INRA - SAE2/TSV Ivry
torny@ivry.inra.fr

Pour en savoir plus

Chateauraynaud, F. ; Torny, D. (1999). *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque.* Paris, Éditions de l'EHESS, 476 p.

Joly, P.-B. (2003). Les exigences de la société en matière de sécurité sanitaire des aliments d'origine animale : réflexions à partir du cas français. *Revue Scientifique et Technique*, vol. 22, n° 2, pp. 373-386.

Marris, C. (2001). La perception des OGM par le public : remise en cause de quelques idées reçues. *Economie Rurale*, n° 266, pp. 58-79.